

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1600

[2009/201940]

**23 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 3 avril 2009 portant création de la Caisse d'Investissement de Wallonie et instituant une réduction de l'impôt des personnes physiques en cas de souscription d'actions ou d'obligations de la Caisse**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20;

Vu le décret du 3 avril 2009 portant création de la Caisse d'Investissement de Wallonie et instituant une réduction de l'impôt des personnes physiques en cas de souscription d'actions ou d'obligations de la Caisse, notamment les articles 3 à 9;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mars 2009;

Vu l'urgence motivée par le fait que :

Considérant l'actuelle crise financière et économique et, en particulier la raréfaction alarmante et croissante des possibilités de crédit bancaire;

Considérant qu'il s'impose dans ces conditions que les pouvoirs publics wallons puissent notamment garantir aux petites et moyennes entreprises wallonnes un accès au crédit; que, c'est à cette fin, que le décret susvisé, en vertu duquel est rédigé le présent arrêté d'exécution, prévoit d'instituer un nouvel outil financier public, appelé Caisse d'Investissement de Wallonie (en abrégé C.I.W.);

Que compte tenu de la gravité exceptionnelle de la crise qui a profondément ébranlé le système bancaire et la confiance des épargnants dans celui-ci, il importe de mettre la C.I.W. en place le plus rapidement possible; que celle-ci pourra ainsi remplir au plus tôt sa mission de soutien aux P.M.E. par le biais d'un appel public à l'épargne; que, dans ce cadre, l'emprunt obligataire qu'émettra la C.I.W. répondra en outre à la demande des épargnants de plus en plus soucieux de trouver des produits financiers sécurisés;

Considérant qu'il est, dans ce contexte, impératif, que l'examen du projet d'arrêté du Gouvernement portant exécution du décret du 3 avril 2009 se déroule dans les plus brefs délais; que c'est là une condition de la bonne efficacité d'un tel instrument d'intervention économique;

Que, pour ces motifs liés à l'intérêt général et à l'intérêt de l'économie wallonne, le Gouvernement sollicite l'avis de la Section de Législation du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas cinq jours;

Vu l'avis n° 46.390/2 du Conseil d'Etat donné le 9 avril 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu la concertation avec le Ministre fédéral des Finances, conformément à l'article 9 du décret précité, à la suite de la lettre envoyée le 20 mars 2009 par le Ministre de l'Economie et les observations formulées le 8 avril 2009 par les Services de l'Administration des Affaires fiscales;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et du Ministre du Budget, des Finances et de l'Equipelement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le contribuable qui, en application des articles 3 à 9 du décret du 3 avril 2009 portant création de la Caisse d'Investissement de Wallonie et instituant une réduction de l'impôt des personnes physiques en cas de souscription d'actions ou d'obligations de la Caisse, prétend à la réduction d'impôt instaurée par ces articles, tient à la disposition du SPF Finances pour chaque période imposable pour laquelle il revendique cette réduction d'impôt et pour autant qu'il ait été habitant de la Région wallonne au premier janvier de l'exercice d'imposition correspondant, la preuve de la souscription d'actions et/ou d'obligations émises par la C.I.W. et la preuve de la détention en pleine propriété de manière ininterrompue de ces actions et/ou obligations depuis la souscription jusqu'à la fin de la période imposable ou pour chacune des trois périodes imposables subséquentes durant toute la période imposable concernée.

§ 2. La preuve de la souscription d'actions et/ou d'obligations de la C.I.W. est apportée par la présentation des bordereaux de décompte qui ont été délivrés, lors de la souscription des actions et/ou des obligations, par l'intermédiaire financier auprès duquel les actions et/ou les obligations ont été acquises.

Ces bordereaux contiennent au moins les informations suivantes :

1° le nom et l'adresse du souscripteur;

2° la mention que le souscripteur est le souscripteur initial des actions et/ou des obligations;

3° le nombre et l'identification de ces actions et/ou de ces obligations;

4° les détails du décompte avec indication du montant net total sans frais, les frais et le montant brut total payé;

et

5° la date d'exécution.

§ 3. La preuve de la détention en pleine propriété de manière ininterrompue des actions et/ou des obligations pendant la période imposable est établie :

1° pour les actions et/ou obligations nominatives à l'aide d'un document délivré par la C.I.W. qui reprend au moins les informations suivantes :

a) Le nom et l'adresse complète du titulaire du compte-titres;

b) le nombre et l'identification des actions et/ou obligations appartenant au titulaire;

c) la mention que ces titres ont été inscrits au nom du titulaire, selon le cas depuis la souscription jusqu'à la fin de la période imposable ou pendant toute la période imposable concernée;

2° pour les obligations émises sous la forme de titres dématérialisés : un document délivré par le teneur de compte agréé pour exercer cette activité, auprès duquel les titres sont détenus, qui reprend au moins les informations suivantes :

a) le nom du titulaire;

b) le nombre et l'identification des obligations appartenant au titulaire;

c) la mention que ces titres ont été inscrits au nom du titulaire selon le cas depuis la souscription jusqu'à la fin de la période imposable ou pendant toute la période imposable concernée.

Le souscripteur est autorisé à déposer et faire inscrire ses titres sur un compte ouvert à son nom auprès d'un teneur de compte agréé pour exercer cette activité différent de celui auprès duquel il a souscrit les obligations. Dans un tel cas, la détention des titres en pleine propriété de manière ininterrompue pendant toute la période imposable devra être établie à l'aide des documents délivrés par les teneurs de compte auprès desquels les obligations auront été détenues pour la période imposable concernée.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. En cas de transmission d'actions et/ou d'obligations émises par la C.I.W. pour cause de décès d'un contribuable qui peut prétendre à la réduction d'impôt visée aux articles 4 et 5 du décret du 3 avril 2009 précité, le droit à la réduction d'impôt est transféré à ses ayants droit bénéficiaires des actions et/ou obligations en application de l'article 7, § 2, du même décret.

L'ayant droit bénéficiaire des actions et/ou obligations qui souhaite bénéficier de la réduction d'impôt tient à la disposition du SPF Finances les pièces justificatives suivantes :

1° pour la période imposable au cours de laquelle le décès est survenu :

a) la preuve de la souscription par le défunt d'actions et/ou d'obligations de la C.I.W.;

b) l'acte de notoriété;

c) soit l'acte de partage de la succession, soit une déclaration du notaire chargé de la liquidation et du partage, soit une déclaration signée par tous les ayants droit, mentionnant l'identité des ayants droit ainsi que le nombre et l'identification des actions et/ou obligations qui ont été attribuées à chacun d'entre eux;

d) la preuve qu'il a détenu les actions et/ou obligations, en exécution de l'acte de partage ou de la déclaration visés au c), en pleine propriété de manière ininterrompue depuis la date du décès jusqu'à la fin de la période imposable concernée;

2° pour les périodes imposables subséquentes pour lesquelles le droit à la réduction d'impôt s'applique encore, la preuve qu'il a détenu les actions et/ou obligations en exécution de l'acte de partage ou de la déclaration visés au 1°, c), en pleine propriété de manière ininterrompue durant toute la période imposable concernée.

§ 2. La preuve de la souscription et de la détention des actions et/ou obligations en pleine propriété de manière ininterrompue est établie conformément à l'article 2, §§ 2 et 3.

§ 3. Si les actions et/ou obligations émises par la C.I.W. sont transmises à plusieurs ayants droit, la réduction d'impôt instaurée par les articles 3 à 9 du même décret est, pour chaque ayant droit, calculée suivant la proportion entre, d'une part, le nombre d'actions et/ou d'obligations qui lui ont été transmises pour cause du décès du souscripteur et, d'autre part, le nombre total d'actions et/ou d'obligations faisant partie de l'actif successoral du défunt.

Le montant maximum des versements pris en considération aux articles 4 et 5 du même décret est, pour chaque ayant droit, réduit dans la même proportion.

La réduction d'impôt à laquelle l'ayant droit peut prétendre en cette qualité se cumule avec celle à laquelle il a droit pour les actions et/ou obligations émises par la C.I.W. auxquelles il a personnellement souscrit.

Pour les actions et/ou obligations émises par la C.I.W. auxquelles il a personnellement souscrit, le montant maximum des versements pris en considération aux articles 4 et 5 du même décret se cumule avec le montant maximum tel que réduit conformément à l'alinéa 2 ci-dessus.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les obligations émises par la C.I.W. bénéficient de la garantie régionale. Cette garantie est intégrale, inconditionnelle, irrévocable et appellable à la première demande.

Les titulaires d'obligations émises par la C.I.W. ou leurs ayants droit peuvent faire appel à la garantie régionale, si, à l'échéance du terme, l'obligation telle que garantie par la Région n'a pas été intégralement remboursée, quelle que soit la cause de ce non-remboursement.

Dès qu'il est fait appel à la garantie régionale, conformément au paragraphe 2, la garantie régionale est irrévocablement acquise au bénéficiaire.

§ 2. Les bénéficiaires de la garantie informent la Région, par lettre recommandée à la poste, qu'ils font appel à la garantie. Cette lettre indique le nombre d'obligations et le montant de celles-ci pour lequel il est fait appel à la garantie et, le cas échéant, la différence entre l'éventuel versement opéré à leur profit par la C.I.W. et le montant garanti. Cette lettre doit être envoyée, au plus tard, dans les deux mois après que le bénéficiaire a pu constater que l'obligation telle que garantie par la Région n'a pas été remboursée.

Après vérification de la carence de remboursement, la Région paie aux bénéficiaires le montant garanti par elle des obligations concernées qui n'a pas été remboursé par la C.I.W.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Economie et le Ministre du Budget et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 avril 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1600

[2009/201940]

**23. APRIL 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Durchführung des Dekrets vom 3. April 2009 zur Gründung der "Caisse d'Investissement de Wallonie" (Investitionskasse der Wallonie) und zur Einführung einer Senkung der Steuer der natürlichen Personen bei der Zeichnung von Aktien oder Obligationen der Kasse**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Art. 20;

Aufgrund des Dekrets vom 3. April 2009 zur Gründung der "Caisse d'Investissement de Wallonie" (Investitionskasse der Wallonie) und zur Einführung einer Senkung der Steuer der natürlichen Personen bei der Zeichnung von Aktien oder Obligationen der Kasse, insbesondere der Artikel 3 bis 9;

Aufgrund des am 18. März 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. März 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der auf folgenden Tatbeständen beruhenden Dringlichkeit :

In Erwägung der gegenwärtigen Finanz- und Wirtschaftskrise und insbesondere der alarmierenden und zunehmenden Verknappung des Bankkredits;

In der Erwägung, dass es unter diesen Bedingungen insbesondere unerlässlich wird, dass die wallonischen öffentlichen Behörden den wallonischen Klein- und Mittelbetrieben einen Zugang zu Krediten verschaffen können; dass das oben genannte Dekret, kraft dessen der vorliegende Durchführungserlass verfasst worden ist, gerade zu diesem Zweck vorsieht, ein neues öffentliches Finanzinstrument, nämlich die "Caisse d'Investissement de Wallonie" (Investitionskasse der Wallonie), abgekürzt C.I.W., einzurichten;

In der Erwägung, dass es unter Berücksichtigung der außerordentlichen Schwere der Krise, die das Banksystem und das Vertrauen der Sparer stark erschüttert hat, wichtig ist, dass die C.I.W. so schnell wie möglich eingerichtet wird; dass diese somit schnellstmöglich ihre Aufgabe der Unterstützung der K.M.B. durch eine öffentliche Aufforderung zur Zeichnung in Angriff nehmen kann; dass die von der C.I.W. in diesem Rahmen ausgegebene Obligationsanleihe zudem der Nachfrage der Sparer entsprechen wird, die stets mehr darum besorgt sind, sichere Finanzprodukte zu finden;

In der Erwägung, dass es in diesem Zusammenhang zwingend ist, dass die Prüfung des Entwurfs des Erlasses der Regierung zur Durchführung des Dekrets vom 3. April 2009 zur Gründung der "Caisse d'Investissement de Wallonie" so schnell wie möglich erfolgt; dass dies eine Bedingung für die Effizienz eines solchen Mittels zum Eingreifen in die Wirtschaft ist;

Dass die Regierung aus diesen mit dem Allgemeinwohl und dem Wohl der wallonischen Wirtschaft verbundenen Gründen das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats binnen einer Frist von höchstens fünf Tagen beantragt;

Aufgrund des am 9. April 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2<sup>o</sup>, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 46.390/2;

Aufgrund der Konzertierung mit dem föderalen Finanzminister in Übereinstimmung mit Artikel 9 des vorgenannten Dekrets, anschließend an das am 20. März 2009 gesandte Schreiben des Wirtschaftsministers und der am 8. April 2009 von den Dienststellen der Steuerverwaltung erörterten Bemerkungen;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft und des Ministers des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung;  
Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1 - § 1.** Der Steuerpflichtige, der in Anwendung der Artikel 3 bis 9 des Dekrets vom 3. April 2009 zur Gründung der "Caisse d'Investissement de Wallonie" und zur Einführung einer Senkung der Steuer der natürlichen Personen bei der Zeichnung von Aktien oder Obligationen der Kasse, eine durch diese Artikel eingeführte Steuersenkung beansprucht, hält für jeden Besteuerungszeitraum, für den er diese Steuersenkung beansprucht, und dies unter der Voraussetzung, dass er am ersten Januar des entsprechenden Steuerjahrs ein Einwohner der Wallonischen Region war, den Nachweis, dass er von der C.I.W. ausgegebene Aktien und/oder Obligationen gezeichnet hat, sowie den Nachweis, dass er diese Aktien und/oder Obligationen ab der Zeichnung bis zum Ende des Besteuerungszeitraums oder für jeden der drei nachfolgenden Besteuerungszeiträume während des ganzen betreffenden Besteuerungszeitraums ununterbrochen im Volleigentum in seinem Besitz hatte, für den Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen bereit.

§ 2. Der Nachweis für die Zeichnung von Aktien bzw. Obligationen der C.I.W. besteht in der Vorlage der Abrechnungsscheine, die bei der Zeichnung der Aktien bzw. Obligationen von der zwischengeschalteten Finanzinstitution, bei der die Aktien bzw. Obligationen erworben wurden, ausgestellt worden sind.

Diese Abrechnungsscheine geben mindestens folgende Informationen an:

- 1<sup>o</sup> den Namen und die Anschrift des Zeichners;
- 2<sup>o</sup> die Tatsache, dass der Zeichner der ursprüngliche Zeichner der Aktien bzw. Obligationen ist;
- 3<sup>o</sup> die Anzahl und Kennzeichnung dieser Aktien bzw. Obligationen;
- 4<sup>o</sup> die genauen Informationen zur Abrechnung mit Angabe des netto Gesamtbetrags ohne Nebenkosten, der Nebenkosten und des gezahlten brutto Gesamtbetrags, und
5. das Durchführungsdatum.

§ 3. Der Nachweis für den ununterbrochenen Besitz im Volleigentum der Aktien bzw. Obligationen während des Besteuerungszeitraums wird erbracht:

1<sup>o</sup> für die Namensaktien bzw. -obligationen, anhand eines von der C.I.W. ausgestellten Dokuments, auf dem mindestens folgende Informationen stehen:

- a) der Name und die vollständige Anschrift des Inhabers des Wertpapierkontos;
- b) die Anzahl und Kennzeichnung der dem Inhaber gehörenden Aktien bzw. Obligationen;
- c) die Angabe, dass diese Wertpapiere im Namen des Inhabers eingetragen worden sind, je nach Fall entweder ab der Zeichnung bis zum Ende des Besteuerungszeitraums oder während des ganzen betreffenden Besteuerungszeitraums;

2<sup>o</sup> für die in der Form von entmaterialisierten Wertpapieren ausgegebenen Obligationen, anhand eines Dokuments, das vom für die Ausübung dieser Aktivität zugelassenen Kontoführer, bei dem die Wertpapiere gehalten werden, ausgestellt wird, auf dem mindestens folgende Informationen stehen:

- a) der Name des Inhabers;
- b) die Anzahl und Kennzeichnung der dem Inhaber gehörenden Obligationen;
- c) die Angabe, dass diese Wertpapiere im Namen des Inhabers eingetragen worden sind, je nach Fall entweder ab der Zeichnung bis zum Ende des Besteuerungszeitraums oder während des ganzen betreffenden Besteuerungszeitraums.

Der Zeichner ist dazu ermächtigt, seine Wertpapiere einzulegen und auf ein Konto einzubuchen, das in seinem Namen bei einem für die Ausübung dieser Aktivität zugelassenen Kontoführer eröffnet worden ist; dabei muss es sich um einen anderen Kontoführer handeln, als derjenige, bei dem er die Obligationen gezeichnet hat. In einem solchen Fall muss der während des ganzen Besteuerungszeitraums ununterbrochene Besitz der Wertpapiere im Volleigentum anhand der Dokumente nachgewiesen werden, die von den Kontoführern ausgestellt werden, bei denen die Obligationen für den betreffenden Besteuerungszeitraum gehalten wurden.

**Art. 2 - § 1.** Werden von der C.I.W. ausgestellte Aktien bzw. Obligationen wegen des Versterbens eines Steuerpflichtigen, der die Steuersenkung nach Art. 4 und 5 des vorgenannten Dekrets vom 3. April 2009 beanspruchen kann, veräußert, so wird der Anspruch auf die Steuersenkung seinen Erbberechtigten übertragen, die in Anwendung von Artikel 7, § 2 desselben Dekrets auf die Aktien bzw. Obligationen Anspruch haben.

Der Erbberechtigte, der auf die Aktien bzw. Obligationen Anspruch hat, und die Steuersenkung in Anspruch nehmen möchte, hält die folgenden Belege für den Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen bereit:

1° für den Besteuerungszeitraum, im Laufe dessen der Steuerpflichtige gestorben ist:

a) den Beweis dafür, dass der Verstorbene von der C.I.W. ausgestellte Aktien bzw. Obligationen gezeichnet hat;

b) die Offenkundigkeitsurkunde;

c) entweder die Teilungsurkunde des Nachlasses, oder eine Erklärung des mit der Auseinandersetzung und Teilung beauftragten Notars, oder eine von allen Erbberechtigten unterzeichnete Erklärung, in der die Identität der Erbberechtigten sowie die Anzahl und Kennzeichnung der jedem Erbberechtigten zugeteilten Aktien bzw. Obligationen angegeben werden;

d) den Beweis, dass er die Aktien bzw. Obligationen in Ausführung der Teilungsurkunde oder der in c) genannten Erklärung seit dem Tag des Todes bis zum Ende des betreffenden Besteuerungszeitraums ununterbrochen im Volleigentum gehalten hat;

2° für die nachfolgenden Besteuerungszeiträume, für die der Anspruch auf die Steuersenkung noch gültig ist, den Beweis, dass er die Aktien bzw. Obligationen in Ausführung der Teilungsurkunde oder der in Punkt 1°, c) genannten Erklärung, während des ganzen betreffenden Besteuerungszeitraums ununterbrochen im Volleigentum gehalten hat.

§ 2. Der Beweis für die Zeichnung und ununterbrochene Haltung der Aktien bzw. Obligationen im Volleigentum wird gemäß Artikel 2, § 2 und § 3 erbracht.

§ 3. Wenn die von der C.I.W. ausgegebenen Aktien bzw. Obligationen mehreren Erbberechtigten übertragen werden, wird die durch Artikel 3 bis 9 desselben Dekrets eingeführte Steuersenkung für jeden Erbberechtigten aufgrund des Verhältnisses zwischen der Anzahl der ihm aufgrund des Todes des Zeichners übertragenen Aktien bzw. Obligationen einerseits und der Gesamtanzahl der zum Nachlassvermögen gehörenden Aktien bzw. Obligationen andererseits berechnet.

Der Höchstbetrag der in Art. 4 und 5 desselben Dekrets berücksichtigten Einzahlungen wird für jeden Erbberechtigten im gleichen Verhältnis herabgesetzt.

Die Steuersenkung, auf die der Erbberechtigte in dieser Eigenschaft Anspruch haben kann, wird mit derjenigen zusammengerechnet, auf die er für von der C.I.W. ausgegebene Aktien bzw. Obligationen, die er persönlich gezeichnet hat, Anspruch hat.

Für die von der C.I.W. ausgegebenen Aktien bzw. Obligationen, die er persönlich gezeichnet hat, wird der Höchstbetrag der in Artikel 4 und 5 desselben Dekrets berücksichtigten Einzahlungen mit dem Höchstbetrag, so wie gemäß dem oben stehenden 2. Absatz herabgesetzt, zusammengerechnet.

**Art. 3 - § 1.** Die von der C.I.W. ausgegebenen Obligationen werden durch eine regionale Bürgschaft gedeckt. Es handelt sich um eine vollständige, bedingungslose, unwiderrufliche, auf erstes Anfordern zahlbare Bürgschaft.

Die Inhaber von durch die C.I.W. ausgegebenen Obligationen oder ihre Bezugsberechtigten können die regionale Bürgschaft beanspruchen wenn die Obligation, die durch die Bürgschaft der Region gedeckt wird, am Ablauf der Frist nicht vollständig zurückgezahlt worden ist, was die Ursache dieser Nicht-Rückzahlung auch sein mag.

Sobald die regionale Bürgschaft gemäß § 2 angefordert wird, gilt, dass der Bezugsberechtigte sie unwiderruflich erlangt hat.

§ 2. Die Personen, die auf diese Bürgschaft Anspruch haben, informieren die Region per bei der Post aufgegebenes Einschreiben, dass sie die Bürgschaft beanspruchen. In diesem Schreiben werden die Anzahl Obligationen, für die die Bürgschaft beansprucht wird, und deren Betrag, sowie gegebenenfalls der Unterschied zwischen der etwaigen Überweisung, die die C.I.W. zu ihren Gunsten getätigt hat, und dem garantierten Betrag angegeben. Dieses Schreiben muss spätestens binnen zwei Monaten, nachdem der Bezugsberechtigte feststellen konnte, dass die Obligation, die durch die Bürgschaft der Region gedeckt wird, nicht zurückgezahlt worden ist, gesandt werden.

Nachdem die Region geprüft hat, dass die Rückzahlung nicht vorgenommen worden ist, zahlt sie den Bezugsberechtigten den von der C.I.W. nicht zurückgezahlten und von der Bürgschaft gedeckten Betrag für die betreffenden Obligationen.

**Art. 4 -** Der vorliegende Erlass tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 5 -** Der Minister der Wirtschaft und der Minister des Haushalts und der Finanzen werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. April 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1600

[2009/201940]

**23 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 3 april 2009 houdende oprichting van de "Caisse d'Investissement de Wallonie" (Investeringskas voor Wallonië) en tot invoering van een vermindering van de personenbelasting bij inschrijving op aandelen of obligaties van de kas**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 3 april 2009 houdende oprichting van de "Caisse d'Investissement de Wallonie" en tot invoering van een vermindering van de personenbelasting bij inschrijving op aandelen of obligaties van de kas, inzonderheid op de artikelen 3 tot 9;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 maart 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 maart 2009;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat :

Gelet op de huidige financiële en economische crisis en, in het bijzonder de alarmerende en gestage vermindering van de mogelijkheden van bankkrediet;

Overwegende dat het onder deze omstandigheden onvermijdelijk is dat de Waalse Overheid een toegang tot het krediet met name kan waarborgen aan de kleine en middelgrote ondernemingen; dat het bovenvermelde decreet krachtens welk dit uitvoeringsbesluit wordt opgesteld, daartoe erin voorziet een nieuw openbaar financieel instrument, genoemd "Caisse d'Investissement de Wallonie" (afgekort C.I.W.) op te richten ;

Dat gezien de buitengewone ernst van de crisis die het financieel systeem en het vertrouwen van de spaarders in dat systeem intens heeft geschokt, de "C.I.W." zo snel mogelijk opgericht moet worden; dat ze op die manier haar steunopdracht voor de K.M.O.'s zo spoedig mogelijk zal kunnen vervullen door een openbaar beroep op het spaarwezen; dat de obligatielening die de "C.I.W." zal uitgeven, in dit kader bovendien zal inspelen op de vraag van de spaarders die steeds meer moeilijkheden zullen ondervinden om beveiligde financiële producten te vinden;

Overwegende dat het onderzoek van het ontwerp van besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 3 april 2009 in die context zo snel mogelijk moet plaatsvinden; dat het een voorwaarde is van de goede doeltreffendheid van een dergelijk instrument voor economische tussenkomst;

Dat om die redenen gebonden aan het algemeen belang en het belang van de Waalse economie, de Regering om het advies van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State binnen een termijn van hoogstens vijf dagen verzoekt;

Gelet op advies nr. 46.390/2 van de Raad van State, gegeven op 9 april 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 2 januari 1273;

Gelet op het overleg met de federale Minister van Financiën, overeenkomstig artikel 9 van bovenvermeld decreet, ten gevolge van de brief gestuurd op 20 maart 2009 door de Minister van Economie en de opmerkingen gemaakt op 8 april 2009 door de Diensten van de Administratie van Fiscale Zaken;

Op de voordracht van de Minister van Economie en de Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. De belastingplichtige die overeenkomstig de artikelen 3 tot 9 van het decreet van 3 april 2009 houdende oprichting van de "Caisse d'Investissement de Wallonie" en tot invoering van een vermindering van de personenbelasting bij inschrijving op aandelen of obligaties van de kas, aanspraak maakt op de belastingvermindering ingevoerd bij deze artikelen, houdt voor elk belastbaar tijdperk waarvoor hij deze belastingvermindering eist en voor zover hij op 1 januari van het overeenstemmende belastingjaar inwoner is geweest van het Waalse Gewest, het bewijs van de inschrijving op aandelen en/of obligaties uitgegeven door de "C.I.W." en het bewijs van het ononderbroken bezit van die aandelen en/of obligaties in volle eigendom sinds de inschrijving tot het einde van het belastbaar tijdperk of voor elke van de drie volgende belastbare tijdperken gedurende het hele betrokken belastbaar tijdperk, ter beschikking van de FOD Financiën.

§ 2. Het bewijs van de inschrijving op aandelen en/of obligaties van de "C.I.W." wordt geleverd door het vertonen van de afrekeningen met specificatie die bij de inschrijving op de aandelen en/of obligaties afgegeven zijn door de financiële tussenpersoon bij wie de aandelen en/of obligaties verkregen zijn.

Deze afrekeningen bevatten minstens de volgende gegevens :

- 1<sup>o</sup> de naam en het adres van de inschrijver;
- 2<sup>o</sup> de vermelding dat de inschrijver de oorspronkelijke inschrijver van de aandelen en/of obligaties is;
- 3<sup>o</sup> het aantal aandelen en/of obligaties en de identificatie ervan;
- 4<sup>o</sup> de details van de afrekening met vermelding van het totaal nettobedrag zonder kosten, de kosten en het totaal betaalde brutobedrag en
- 5<sup>o</sup> de uitvoeringsdatum.

§ 3. Het bewijs van het ononderbroken bezit van de aandelen en/of obligaties in volle eigendom gedurende het belastbaar tijdperk wordt vastgesteld :

1<sup>o</sup> voor de aandelen en/of obligaties op naam aan de hand van een door de "C.I.W." afgegeven document dat minstens de volgende informatie bevat :

- a) de naam en het volledige adres van de houder van de effectenrekening;
- b) het aantal aandelen en/of obligaties die de houder bezit, en de identificatie ervan;
- c) de vermelding dat deze effecten ingeschreven zijn op naam van de houder volgens het geval sinds de inschrijving tot het einde van het belastbaar tijdperk of gedurende het hele betrokken belastbaar tijdperk;

2<sup>o</sup> voor de obligaties uitgegeven in de vorm van gedematerialiseerde effecten : een document afgegeven door de rekeninghouder erkend om die activiteit uit te oefenen en die de effecten bewaart, dat minstens de volgende informatie bevat :

- a) de naam van de houder;
- b) het aantal obligaties die de houder bezit en de identificatie ervan;
- c) de vermelding dat deze effecten ingeschreven zijn op naam van de houder volgens het geval sinds de inschrijving tot het einde van het belastbaar tijdperk of gedurende het hele betrokken belastbaar tijdperk.

De inschrijver wordt ertoe gemachtigd om zijn effecten neer te leggen en te laten inschrijven op een rekening geopend op zijn naam bij een rekeninghouder erkend om die activiteit uit te oefenen, die verschillend is van degene bij wie hij de obligaties heeft ingeschreven. In een dergelijk geval moet het ononderbroken bezit van de effecten in volle eigendom gedurende het hele belastbaar tijdperk vastgesteld worden aan de hand van de documenten afgegeven door de rekeninghouders die de obligaties zullen hebben bewaard voor het betrokken belastbaar tijdperk.

**Art. 2.** § 1. In geval van overdracht van aandelen en/of obligaties uitgegeven door de "C.I.W." wegens het overlijden van een belastingplichtige die aanspraak kan maken op de belastingvermindering bedoeld in de artikelen 4 en 5 van het bovenvermeld decreet van 3 april 2009 wordt het recht op de belastingvermindering overgedragen aan zijn rechthebbenden die de aandelen en/of obligaties overeenkomstig artikel 7, § 2, van het decreet genieten.

De rechthebbende die de aandelen en/of obligaties geniet en die in aanmerking wenst te komen voor de belastingvermindering, houdt de volgende bewijsstukken ter beschikking van de FOD Financiën :

1<sup>o</sup> voor het belastbaar tijdperk waarin het overlijden is gebeurd :

- a) het bewijs van de inschrijving door de overledene op aandelen en/of obligaties van de "C.I.W.";
- b) de akte van bekendheid;
- c) ofwel de akte van scheiding en deling van de nalatenschap, ofwel een verklaring van de notaris belast met de liquidatie en de deling, ofwel een verklaring ondertekend door alle rechthebbenden, waarin de identiteit van de rechthebbenden alsmede het aantal aandelen en/of obligaties die aan elke onder hen toegekend zijn, en de identificatie ervan worden vermeld;

d) het bewijs dat hij overeenkomstig de akte van scheiding en deling of de verklaring bedoeld in c), aandelen en/of obligaties bezat in volle eigendom en op ononderbroken wijze sinds de datum van het overlijden tot het einde van het betrokken belastbaar tijdperk;

2° voor de volgende belastbare tijdperken waarvoor het recht op de belastingvermindering nog van toepassing is, het bewijs dat hij overeenkomstig de akte van scheiding en deling of de verklaring bedoeld in 1°, c), de aandelen en/of obligaties bezat in volle eigendom en op ononderbroken wijze gedurende het hele betrokken belastbaar tijdperk.

§ 2. Het bewijs van de inschrijving en het ononderbroken bezit van de aandelen en/of obligaties in volle eigendom wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 2, §§ 2 en 3.

§ 3. Als de aandelen en/of obligaties uitgegeven door de "C.I.W." overgedragen worden aan verschillende rechthebbenden, wordt de bij de artikelen 3 tot 9 van hetzelfde decreet ingevoerde belastingvermindering voor elke rechthebbende berekend volgens de verhouding tussen, enerzijds, het aantal aandelen en/of obligaties die hem overgedragen zijn wegens het overlijden van de inschrijver en, anderzijds, het totaal aantal aandelen en/of obligaties die deel uitmaken van de erfrechtelijke activa van de overledene.

Het maximumbedrag van de stortingen die in de artikelen 4 en 5 van hetzelfde decreet overwogen worden, wordt voor elke rechthebbende in dezelfde verhouding verminderd.

De belastingvermindering waarop de rechthebbende in die hoedanigheid aanspraak kan maken, wordt gecumuleerd met die waarop hij recht heeft voor de aandelen en/of obligaties uitgegeven door de "C.I.W." waarop hij persoonlijk heeft ingeschreven.

Voor de aandelen en/of obligaties uitgegeven door de "C.I.W." waarop hij persoonlijk heeft ingeschreven, wordt het maximumbedrag van de stortingen die in de artikelen 4 en 5 van hetzelfde decreet worden overwogen, met het maximumbedrag zoals verminderd overeenkomstig het tweede lid gecumuleerd.

**Art. 3.** § 1. De door de "C.I.W." uitgegeven obligaties genieten de gewestelijke garantie. Die garantie is integraal, onvoorwaardelijk, onherroepelijk en bij het eerste verzoek opeisbaar.

De houders van obligaties uitgegeven door de "C.I.W." of hun rechthebbenden kunnen een beroep doen op de gewestelijke garantie als aan het einde van de termijn de obligatie zoals gewaarborgd door het Gewest niet volledig is terugbetaald, ongeacht de reden van deze niet-terugbetaling.

Zodra een beroep wordt gedaan op de gewestelijke garantie overeenkomstig § 2, staat de gewestelijke garantie vast voor de begunstigde onherroepelijk.

§ 2. De begunstigden van de garantie delen bij ter post aangetekende brief aan het Gewest mede dat ze een beroep doen op de garantie. Die brief vermeldt het aantal obligaties en hun bedrag waarvoor een beroep wordt gedaan op de garantie en, in voorkomend geval, het verschil tussen de eventuele storting die in hun voordeel is verricht door de "C.I.W." en het gewaarborgde bedrag. Die brief moet uiterlijk binnen twee maanden nadat de begunstigde heeft kunnen vaststellen dat de obligatie zoals gewaarborgd door het Gewest niet terugbetaald is, gestuurd worden.

Na verificatie van het gebrek aan terugbetaling betaalt het Gewest de begunstigden het door hem gewaarborgde bedrag van de betrokken obligaties, dat niet door de "C.I.W." terugbetaald is.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 5.** De Minister van Economie en de Minister van Begroting en Financiën zijn, elk wat hem betreft, bevoegd voor de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,  
M. DAERDEN

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1601

[2009/201942]

**23 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant approbation des statuts de la Caisse d'Investissement de Wallonie**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, et notamment les articles 6 et 9;

Vu le décret du 3 avril 2009 portant création de la Caisse d'Investissement de Wallonie et instituant une réduction de l'impôt des personnes physiques en cas de souscription d'actions ou d'obligations de la Caisse;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les statuts de la Caisse d'Investissement de Wallonie ci-après reproduits en annexe, sont approuvés.

**Art. 2.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 avril 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT